



UCLG AFRICA  
United Cities and Local Governments of Africa  
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique  
CGLU AFRIQUE

## Forum

« Renforcement de la résilience et augmentation de l'ambition climatique des Collectivités Territoriales en Afrique ».

Lomé, 10 et 11 Juin 2021

Hôtel 2 Février

Format Hybride

## DÉCLARATION DE LOME

**Nous, Participants au Forum de Lomé des 10 et 11 juin 2021, représentant les États membres de l'UEMOA;** les points focaux du Fonds Vert Climat des États membres de l'UEMOA; la Commission de l'UEMOA, le Conseil des Collectivités Territoriales (CCT-UEMOA) et les Présidents des Associations nationales de Pouvoirs Locaux (APL) membres du Conseil des Collectivités Territoriales (CCT) de l'UEMOA; les collectivités territoriales adhérentes à la convention des maires pour le climat et l'énergie en Afrique subsaharienne (CoM SSA) et leurs partenaires; les représentants des banques régionales de développement; les partenaires de la coopération internationale;

**Conscients** de l'urgence et de la nécessité d'augmenter l'ambition de l'Accord de Paris en vue de limiter la hausse du réchauffement de la planète à 1,5 degrés Celsius d'ici la fin du 21ème siècle par rapport à l'ère préindustrielle, et d'éviter ainsi d'augmenter la fréquence des événements climatiques extrêmes et leurs effets désastreux sur nos villes et territoires

**Convaincus** de l'importance d'examiner les conditions à remplir pour favoriser l'amplification de l'investissement climat au sein des collectivités territoriales de l'espace UEMOA et de structurer la coopération entre collectivités dans le cadre de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national pour la réalisation de l'Accord de Paris.

**Soulignant** que les problématiques d'atténuation et d'adaptation doivent être prise en mains conjointement par le niveau national et le niveau territorial afin d'assurer la cohérence et la continuité de l'action climatique aux différents échelons de gouvernance.

**Tenant** compte de ce que la pandémie COVID-19 a entraîné une réduction des budgets des collectivités territoriales de l'espace UEMOA de l'ordre de 30 à 50 pour cent, ce qui a pour conséquence de limiter encore les capacités d'action desdites collectivités face aux vulnérabilités liées aux menaces climatiques et aux entraves à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations;

**Rappelant** que dans ces circonstances, l'action climatique ne peut être efficace au niveau des territoires que si elle devient l'affaire de tous, requérant en particulier la sensibilisation, la participation et la contribution de tous les acteurs mobilisés autour des leaders et élus des collectivités territoriales;

**Considérant** que les travaux du Forum de Lomé se veulent une contribution des collectivités territoriales de l'espace UEMOA aux principaux événements inscrits dans l'agenda climatique, à savoir, l'Africa Climate Week prévu en août 2021 à Kampala, Ouganda; la conférence Climate Chance prévue en septembre 2021 à Dakar, Sénégal; et la Conférence des Parties à la convention cadre des Nations Unies pour les changements climatiques prévue à Glasgow, Ecosse, Royaume Uni, en novembre 2021 (COP 26);

**Prenant** en compte la décision du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC), lors de sa session du 9 février 2019, encourageant les parties prenantes africaines et internationales, à renforcer leur soutien aux pays africains pour accroître l'ambition et accélérer la mise en œuvre des CDN, en particulier celles qui travaillent sur les villes et les gouvernements locaux, y compris les organisations de l'ONU comme ONU Habitat, le PNUE et, le cas échéant, d'autres parties prenantes comme CGLU Afrique.

**Vu** les politiques communes de l'UEMOA en matière d'environnement, d'énergie et d'aménagement du territoire, adoptées par la Conférences des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'UEMOA.

Adoptons la Déclaration qui suit :

1. Nous comprenons que l'action climatique apporte une perspective nouvelle dans la conception de nos modèles de développement et de réduction de la pauvreté, ce qui implique d'aligner tous les instruments et procédures de planification et de budgétisation à tous les niveaux de gouvernance, et notamment au niveau de nos villes et territoires;
2. Nous nous engageons à intégrer les objectifs environnementaux et climatiques dans les plans de développement des collectivités territoriales et dans les plans de relance économique post COVID afin de rendre nos sociétés et nos économies plus résilientes aux futurs chocs prévisibles ;
3. Nous encourageons les collectivités territoriales de l'espace UEMOA à adhérer à la convention des maires pour le climat et l'énergie (CoM SSA) afin qu'elles puissent bénéficier des appuis mis en place dans ce cadre pour l'élaboration des plans climat-énergie de leurs territoires.
4. Nous remercions les partenaires de la CoM SSA pour le soutien qu'ils apportent à l'engagement des villes et territoires dans l'action climatique et les encourageons à continuer à soutenir nos efforts visant à faire de l'action climatique, l'affaire de tous.
5. Nous instituons une déclinaison sous régionale de l'Alliance africaine des ministres de la ville et du développement urbain lancée aux Rencontres d'Abidjan sur la ville durable en février 2020. Cette l'Alliance des ministres de l'UEMOA travaillera en priorité sous l'égide du CCT de l'UMEOA sur le financement de la transition climat des villes de la sous-région. Elle engagera un dialogue stratégique avec les associations faitières de collectivités locales, les institutions de financement des collectivités locales et les partenaires techniques et financiers sur le renforcement du financement des plans et projets climat des villes.
6. Nous souscrivons à la mise en place d'un programme Readiness régional ciblant les gouvernements locaux et régionaux des pays de l'espace UEMOA en vue de mobiliser la finance climat et de contribuer à la transition vers un développement territorial inclusif durable et résilient.

7. Nous saluons l'engagement de l'UEMOA, de la BIDC, et de la BOAD à soutenir la mise en œuvre du programme Readiness régional destiné à appuyer les collectivités territoriales de l'espace UEMOA pour la définition de portefeuilles de projets éligibles à la finance climatique. À ce propos, nous appelons ces acteurs à travailler pour faire de Lomé le hub de la finance climatique en Afrique de l'Ouest.
8. Nous demandons que dans le cadre du Programme Readiness envisagé il soit mis en place avec l'appui de la Task Force Climat de CGLU Afrique en collaboration avec l'UEMOA un mécanisme de renforcement des capacités et un outil d'assistance technique au bénéfice des associations des collectivités territoriales de l'espace UEMOA, y compris à travers la mise en place des points focaux climat au sein desdites associations, l'élaboration de guides de sensibilisation et de formation, la mise à disposition de consultants pour l'appui technique à la structuration des projets climat-énergie intégrés aux plans de développement territoriaux.
9. Nous invitons les collectivités territoriales de l'espace UEMOA à adopter une approche multi-acteurs dans la définition et la mise en œuvre de l'action climatique au niveau des territoires, et à travailler avec le secteur privé, le milieu de la recherche et la société civile pour explorer des solutions innovantes et participer à la collecte des données nécessaires pour assurer le monitoring, le reporting et la vérification de la mise en œuvre de l'agenda climatique au sein de nos territoires ;
10. Nous félicitons l'UEMOA et CGLU Afrique pour cette heureuse initiative et pour leur leadership, et nous demandons de promouvoir les échanges entre gouvernements locaux et régionaux au niveau sous-régional et continental, y compris à travers un programme de revue et d'apprentissage par les pairs.
11. Nous exprimons notre reconnaissance déférente à l'endroit de Son Excellence Monsieur Faure GNASINGBE, Président de la République Togolaise pour avoir accepté de placer le Forum sous son Haut Patronage. Nos remerciements vont aussi au gouvernement et à la Faîtière des Communes du Togo, et au Peuple togolais pour la qualité de leur accueil et pour la sollicitude constante dont les participants ont bénéficié durant notre séjour.